Signaux conjoncturels

Résultats des entretiens menés par la BNS avec les entreprises

3e trimestre 2021

Rapport des déléguées et délégués aux relations avec l'économie régionale destiné à la Direction générale de la BNS pour l'examen trimestriel de la situation.

Les appréciations présentées ci-après reposent sur les informations recueillies auprès de décideuses et décideurs économiques de toute la Suisse. La BNS analyse ces informations, puis les interprète sous une forme agrégée. Au total, 210 entretiens ont eu lieu avec des représentantes et représentants d'entreprises entre le 20 juillet et le 7 septembre.

Régions	**Déléguées et délégués**
Fribourg, Vaud et Valais	Aline Chabloz
Genève, Jura et Neuchâtel	Jean-Marc Falter
Mittelland	Roland Scheurer
Suisse centrale	Astrid Frey
Suisse du Nord-Ouest	Daniel Hanimann
Suisse italienne	Fabio Bossi
Suisse orientale	Urs Schönholzer
Zurich	Fabian Schnell

L’essentiel en bref

- L’économie suisse continue de se redresser au troisième trimestre. Les chiffres d’affaires augmentent tant dans les services que dans l’industrie et la construction.

- Malgré cette évolution positive, l’utilisation des infrastructures reste faible, surtout dans les entreprises du secteur des services. L’activité est entravée par la persistance des fortes restrictions imposées aux déplacements internationaux. Soutenue par une vigoureuse demande mondiale, l’utilisation des capacités dans l’industrie est quant à elle légèrement supérieure à la moyenne. Dans la construction, le taux d’utilisation des capacités est considéré comme normal.

- Les difficultés d’approvisionnement, qui constituaient déjà un défi majeur au trimestre précédent, se sont accentuées. Elles ont encore pris de l’ampleur et entraînent des restrictions et des retards de production accrus.

- Les marges sont restées stables dans l’ensemble. L’augmentation des chiffres d’affaires a des effets positifs, mais la hausse des prix d’achat, conjuguée à des processus de production moins efficients du fait des retards de livraison, pèse sur la rentabilité.

- Les entreprises font état d’effectifs quelque peu insuffisants et envisagent de les accroître au cours des prochains trimestres. La hausse de la demande de main-d’œuvre se reflète dans des difficultés de recrutement croissantes.

- Les entreprises tablent sur une amélioration continue de la marche de leurs affaires au cours des deux prochains trimestres. L’évolution de la pandémie reste un facteur d’incertitude majeur.

SITUATION ACTUELLE

Poursuite du redressement de l'économie suisse
L'économie suisse continue de se redresser au troisième trimestre. Par rapport au trimestre précédent et au troisième trimestre 2020, tous deux davantage marqués par la pandémie, les chiffres d'affaires en termes réels affichent une nette progression dans les trois domaines d'activité examinés par les déléguées et délégués, à savoir services, industrie et construction (voir graphique 1; pour l'interprétation des graphiques, se reporter aux informations figurant à la fin de la publication).

Dans les services, les nouveaux assouplissements des mesures de lutte contre la pandémie se traduisent par une poursuite de la reprise, notamment pour les entreprises directement concernées. Ces conditions soutiennent globalement la croissance. En outre, l'évolution positive enregistrée dans de nombreuses branches ayant été moins affectées par la pandémie se maintient.

L'industrie profite d'exportations toujours aussi dynamiques. La demande émanant des pays européens gagne en vigueur. Des signaux positifs proviennent surtout d'Allemagne et de Scandinavie. Une vive demande se dessine notamment dans le secteur public, par exemple dans l'armement ainsi que dans les transports et l'énergie. Les entreprises enregistrent également une progression des ventes à destination des Etats-Unis. Par contre, les signaux venant d'Asie sont disparates. En particulier l'évolution de la demande chinoise n'est plus jugée aussi importante qu'aux trimestres précédents. La croissance semble être ralentie par quelques foyers infectieux et des contre-mesures rigoureuses.

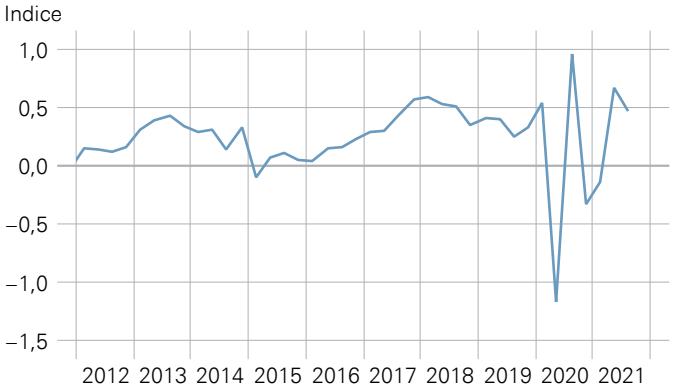
Dans l'industrie, l'activité est freinée par les difficultés d'approvisionnement, qui se traduisent parfois par des retards de production. Dans le même temps, la demande toujours aussi robuste en provenance de la construction soutient la marche des affaires.

Malgré la poursuite de la reprise, la majorité des interlocuteurs juge toujours négatifs les effets généraux de la pandémie de coronavirus sur leur entreprise. Cette appréciation est faite par près de 60% des entreprises (voir graphique 2). Environ 20% des entreprises font état d'un effet ayant soutenu l'activité commerciale, et pour 20% également, soit il n'y a pas eu d'effets, soit les effets positifs et négatifs s'annulent mutuellement.

Capacités de production sous-utilisées
Malgré la hausse des chiffres d'affaires, l'utilisation des capacités techniques de production est inférieure à la moyenne dans l'ensemble (voir graphique 3). Cette sous-utilisation est essentiellement imputable à la situation qui règne dans les services. Le fait principalement que le trafic international de voyageurs tarde à se redresser continue de freiner l'activité. De nombreuses entreprises, estimant que la part du télétravail restera importante, s'attendent par ailleurs à une augmentation des surfaces excédentaires de bureaux. Dans l'industrie en revanche, les capacités de production connaissent dans l'ensemble une utilisation légèrement supérieure à la moyenne et dépassent donc nettement le niveau atteint avant l'apparition du coronavirus. Dans la construction, l'utilisation des capacités est jugée normale.

Graphique 1

CHIFFRES D'AFFAIRES – ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE

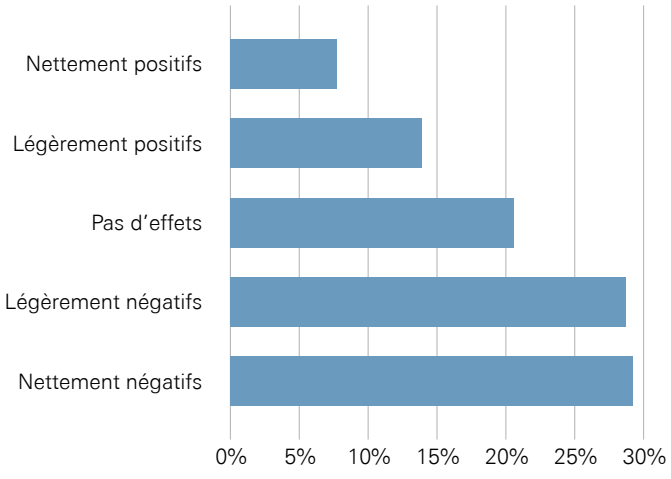


Evolution des chiffres d'affaires, en termes réels, par rapport au trimestre précédent. Les valeurs positives indiquent une augmentation et les négatives, une diminution.

Source: BNS.

Graphique 2

EFFETS GÉNÉRAUX DE LA CRISE DU CORONAVIRUS



Source: BNS.

Accentuation des difficultés d'approvisionnement
Les problèmes en rapport avec l'achat de produits en amont, déjà largement observés au trimestre précédent lorsque plus de la moitié des entreprises se heurtait à des difficultés d'approvisionnement, continuent de s'aggraver. La part des entreprises affectées a encore augmenté et s'établit à environ deux tiers (voir graphique 4). La réduction des capacités de production en Asie, accentuée par les restrictions imposées au niveau des capacités de fret, est une raison souvent invoquée. L'allongement des délais de livraison qui en résulte, notamment pour ce qui est des matières premières et, dans une mesure particulièrement marquée, des composants électroniques, rompt parfois des chaînes de valeur entières et retarde la production des biens les plus divers. Cette situation se traduit en partie par de fortes hausses de prix. Par ailleurs, les retards affaiblissent souvent l'efficience des processus de production, de sorte que çà et là, la production doit être réduite, voire arrêtée.

Activité toujours perturbée par les restrictions imposées aux déplacements internationaux
A l'intérieur des frontières suisses, les difficultés de livraison ont quasiment disparu. Dans l'hôtellerie-restauration, les prescriptions sont désormais jugées comme n'étant plus que légèrement restrictives, les conséquences de l'extension de l'obligation de présenter un certificat Covid n'étant pas encore devenues un thème central lors de la réalisation des entretiens. Les restrictions imposées aux déplacements internationaux demeurent toutefois considérables. Elles freinent la demande dans l'hôtellerie et empêchent également les entreprises exportatrices de livrer normalement leurs produits et les pièces de rechange, une présence auprès des clients étant souvent nécessaire pour l'installation du matériel et les instructions d'utilisation. En outre, la prospection de la clientèle est toujours entravée.

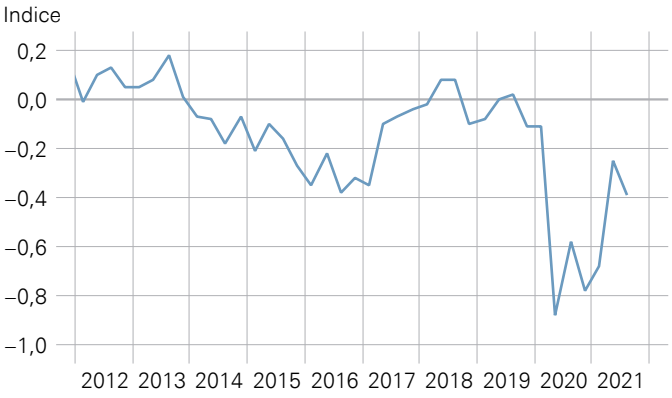
Effectifs légèrement insuffisants
Pour la première fois depuis le début de la crise du coronavirus, les entreprises jugent les ressources en personnel légèrement insuffisantes. Cela vaut également pour les services, dont les effectifs étaient plutôt trop élevés aux trimestres précédents. Il faut y voir l'effet d'une nette hausse de la demande de main-d'œuvre dans le secteur de la santé, dans celui de l'audit et dans l'hôtellerie. Dans le secteur de la restauration également, la demande de main-d'œuvre progresse substantiellement; pourtant, les effectifs continuent d'être considérés comme un peu trop importants. En ce qui concerne le secteur des technologies de l'information et de la communication, les entreprises estiment toujours que les effectifs sont trop bas.

Recrutement plus difficile
Avec la hausse de la demande de main-d'œuvre, les entreprises sont de nouveau confrontées à des difficultés de recrutement croissantes. Dans leur perception, la situation est semblable à celle qui prévalait avant le début de la pandémie. Le manque de spécialistes en technologies de l'information s'est encore accentué du fait de la transformation numérique galopante. En outre, les restaurants et les hôtels sont confrontés à des difficultés significatives: ils ne parviennent à trouver du personnel qu'au prix d'efforts considérables et d'augmentations de salaire notables. Cette situation s'explique par la réorientation du personnel qualifié dans d'autres secteurs pendant la pandémie, par des difficultés accrues pour recruter à l'étranger et en partie par le chômage partiel, qui réduit la propension à changer d'employeur.

Marges bénéficiaires quasiment inchangées
Les marges bénéficiaires sont restées au niveau enregistré au trimestre précédent. Dans l'industrie, l'augmentation

Graphique 3

UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION



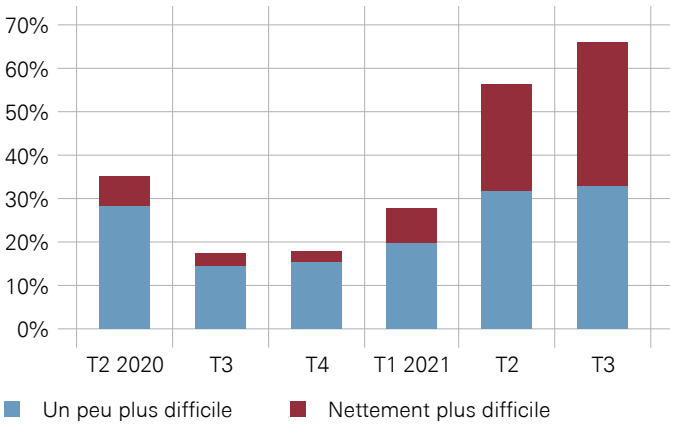
Utilisation des capacités techniques de production et des infrastructures opérationnelles par rapport au niveau normal. Les valeurs positives indiquent une utilisation supérieure et les négatives, une utilisation inférieure à la normale.

Source: BNS.

Graphique 4

APPROVISIONNEMENT

Part des entreprises pour lesquelles l'approvisonnment est plus difficile qu'avant la crise du coronavirus



Source: BNS.

des volumes de production a un effet positif sur les marges. Par contre, la hausse des prix d'achat ainsi que les processus de production moins efficients du fait des retards de livraison se traduisent par un accroissement des coûts de production et par une diminution des marges. Dans les services, les branches directement concernées par les restrictions imposées en raison de la pandémie affichent en particulier des marges toujours très faibles, malgré la reprise de la demande qui s'est amorcée à la suite des assouplissements. Dans la construction, les marges se sont améliorées par rapport au trimestre précédent. Il s'avère de plus en plus facile de répercuter la hausse des prix des produits en amont sur les prix de vente.

Situation toujours stable en matière de liquidités

La situation des entreprises en matière de liquidités reste majoritairement stable. Ainsi, près de la moitié des entreprises considèrent que la situation n'a pas changé par rapport à la période qui a précédé l'apparition du coronavirus (voir graphique 5). Environ 30% des entreprises la jugent même moins tendue. Outre l'amélioration de la marche des affaires, les aides accordées par l'Etat et les mesures prises par les entreprises, l'année passée en particulier – à savoir la mise en œuvre d'une politique de distribution de dividendes prudente et la réduction des dépenses d'investissement – continuent d'avoir un effet positif sur les liquidités.

Pour 17% des entreprises, la situation est plus tendue qu'avant l'apparition du coronavirus; cette proportion est en légère hausse par rapport au trimestre précédent. Dans certains cas, les problèmes de liquidités sont causés par des retards de paiement des clients. Quelques entreprises signalent que les aides de l'Etat ne parviennent plus à couvrir les pertes persistantes.

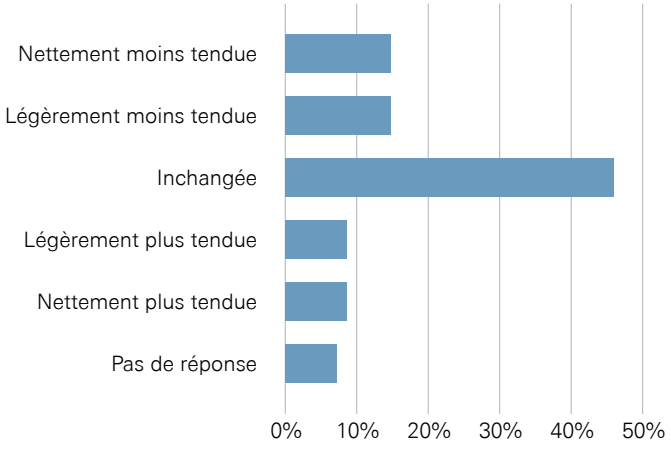
Conditions de prêt quasi inchangées pour la plupart des entreprises

La plupart des interlocuteurs estiment que les conditions de prêt des banques sont similaires à celles des périodes précédentes. Au total, pour 90% des entreprises interrogées, l'octroi de crédits n'est pas un problème – soit parce qu'elles jugent les conditions inchangées, voire plus souples, soit parce qu'elles n'ont pas besoin de recourir à un crédit bancaire (voir graphique 6). Par contre, près de 10% des entreprises ont le sentiment que les conditions sont plus restrictives. Les représentants de branches fortement affectées par la pandémie et dont les perspectives restent incertaines perçoivent toujours une plus grande prudence de la part des banques pour les questions de financement. Quelques entreprises industrielles constatent en outre chez celles-ci une propension au risque plus faible lors du financement de projets.

Graphique 5

SITUATION EN MATIÈRE DE LIQUIDITÉS

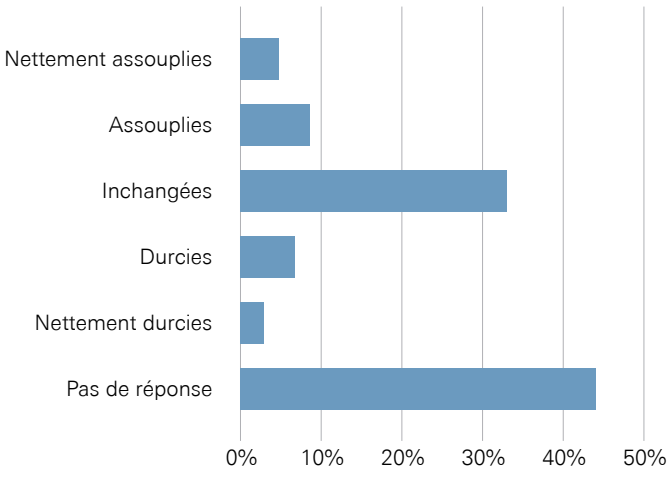
Par rapport à la situation qui prévalait avant la crise du coronavirus



Source: BNS.

Graphique 6

CONDITIONS DE PRÊT



Source: BNS.

ÉVOLUTION OBSERVÉE DANS LES DIFFÉRENTES BRANCHES

Dans le commerce, la marche des affaires se montre peu dynamique au troisième trimestre. Les chiffres d'affaires en termes réels sont globalement semblables à ceux du trimestre précédent. Dans le commerce de gros, certaines entreprises profitent du redressement de l'industrie ou de la persistance d'une demande robuste venant de la construction. Parallèlement, des difficultés d'approvisionnement touchent en particulier les concessionnaires automobiles qui, immédiatement, enregistrent des chiffres d'affaires plus bas. En outre, dans le commerce de détail, les entreprises qui avaient profité des mutations de la demande pendant les fermetures de commerces voient leurs chiffres d'affaires baisser. Elles ne parviennent pas à reproduire le chiffre d'affaires réalisé au troisième trimestre 2020, particulièrement prospère, car elles ressentent les effets du tourisme d'achat qui repart à la hausse, de la réouverture des entreprises de restauration et de l'augmentation des séjours de villégiature à l'étranger durant la période estivale.

Le tourisme, l'hôtellerie et la restauration, mais aussi l'industrie du divertissement et des loisirs, restent particulièrement affectés par les conséquences de la pandémie, malgré l'amélioration de la situation au fur et à mesure de la mise en œuvre des mesures d'assouplissement. Dans l'ensemble, les chiffres d'affaires dans les branches concernées sont en nette augmentation par rapport au trimestre précédent, en dépit de conditions météorologiques défavorables, avec un mois de juillet extrêmement pluvieux. Néanmoins, les capacités disponibles restent souvent sous-utilisées en raison des règles de distanciation. L'activité est également freinée par la persistance d'une faible demande pour les séminaires et les conférences. En outre, le tourisme d'affaires et le tourisme international tournent toujours au ralenti, ce qui affecte fortement l'hôtellerie urbaine en particulier et entraîne aussi une réduction des cadences des entreprises de transport actives dans ce secteur.

Dans le secteur financier, l'évolution positive observée les trimestres précédents se poursuit. Tous les segments connaissent une marche des affaires favorable. La croissance persistante des activités hypothécaires, l'évolution boursière dynamique et la reprise progressive des contacts personnels avec la clientèle dans les agences y contribuent. Les interlocuteurs sont optimistes quant à la poursuite de ces tendances au cours des prochains trimestres. Le recrutement d'experts en finances est jugé difficile.

Dans le secteur des technologies de l'information et de la communication, les chiffres d'affaires affichent toujours une évolution favorable. La numérisation, favorisée par la persistance d'un besoin croissant en infrastructures informatiques efficientes et sûres et d'un engouement incessant pour le commerce en ligne, est le principal moteur.

Dans les branches industrielles, la marche des affaires progresse de façon très positive. L'industrie profite d'une forte demande intérieure provenant du secteur de la construction et, surtout, de l'évolution positive continue de la demande étrangère. La croissance des chiffres d'affaires est particulièrement dynamique chez les producteurs de denrées alimentaires, dans l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux ainsi que chez les fabricants d'instruments de précision. La demande s'est notamment redressée dans certaines entreprises de l'industrie horlogère et chez les sous-traitants du secteur automobile. Les achats de marchandises dans le secteur automobile ont connu un ralentissement ponctuel en raison des difficultés de production induites par les problèmes d'approvisionnement, notamment auprès des constructeurs automobiles européens. Ces inconvénients ne devraient toutefois pas interrompre durablement la tendance haussière. Dans les entreprises de l'industrie pharmaceutique et chimique, la marche des affaires a également progressé.

Dans l'ensemble, l'utilisation des capacités techniques dans l'industrie est de nouveau largement supérieure au niveau d'avant la pandémie, grâce à l'évolution positive enregistrée au cours des trimestres précédents. L'activité est toutefois entravée par les restrictions imposées aux déplacements internationaux, qui compliquent la livraison de machines et de pièces de rechange, la fourniture de services ainsi que la prospection de la clientèle.

Dans la construction, la marche des affaires est toujours positive. Les chiffres d'affaires en données corrigées des variations saisonnières ont augmenté par rapport au deuxième trimestre, poursuivant l'évolution observée les trimestres précédents, et sont nettement supérieurs à ceux de la même période de 2020. Les carnets de commandes sont majoritairement bien remplis. Les entreprises de la construction ainsi que les bureaux d'architectes, d'ingénieurs et d'études profitent d'une vive demande dans la construction d'infrastructures publiques ainsi que d'investissements élevés dans le domaine du logement. L'activité est particulièrement soutenue par les projets d'extension et de rénovation. Les entreprises horticoles font également état d'une forte demande persistante en lien avec ces projets. Les marges des entreprises de construction restent toutefois légèrement inférieures aux valeurs considérées comme normales, en raison de la hausse continue des prix des matières premières, des difficultés d'approvisionnement, des défis en matière de logistique et de la persistance d'une concurrence jugée toujours aussi vive.

PERSPECTIVES

Optimisme continu des entreprises

Dans les trois domaines d'activité, les entreprises tablent, pour les deux prochains trimestres, sur une nette hausse des chiffres d'affaires en termes réels (voir graphique 7). Cet optimisme repose sur l'évolution favorable de la demande mondiale et sur la persistance d'une demande intérieure robuste, notamment en provenance de la construction.

La plupart des entreprises estiment que leur chiffre d'affaires retrouvera, au plus tard à la fin de cette année, le niveau qu'il affichait avant la crise du coronavirus. Plus de 50% des entreprises n'ont pas subi de baisse de leur chiffre d'affaires ou ont déjà renoué avec ce niveau au cours de l'année précédente (voir graphique 8). Elles sont près de 20% à compter retrouver le niveau d'avant la crise cette année. Par contre, environ 30% des entreprises pensent y parvenir au plus tôt l'année prochaine.

Les interlocuteurs s'attendent à une augmentation sensible de l'utilisation des capacités techniques de production ou des infrastructures au cours des deux prochains trimestres (voir graphique 9). Dans ce contexte, la propension des entreprises à investir continue également de s'accroître. Par rapport aux douze derniers mois – marqués en partie par un fort recul des investissements – les entreprises envisagent pour les douze prochains mois des dépenses d'investissement plus élevées tant dans les biens d'équipement que dans les constructions.

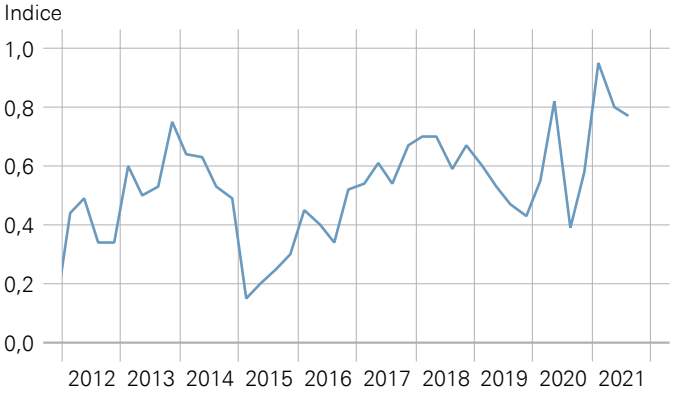
Dans le même temps, les entreprises prévoient également de renforcer considérablement leurs effectifs au cours des deux prochains trimestres (voir graphique 10). Ces intentions traduisent le fait que, d'une part, les perspectives commerciales s'améliorent et que, d'autre part, de nombreuses entreprises jugent leurs effectifs actuels trop justes après que ceux-ci ont été réduits au cours des trimestres précédents. Le renforcement prévu des effectifs est particulièrement notable dans les branches suivantes: techniques de l'information et de la communication, santé, placement de personnel, audit et conseil aux entreprises. La demande de main-d'œuvre est aussi relativement élevée dans la construction, notamment dans le second œuvre.

Prix d'achat et de vente en nette augmentation

Compte tenu des problèmes persistants causés par des fournisseurs en rupture de stock, et vu l'augmentation des coûts de transport due à des capacités insuffisantes, la hausse des prix d'achat et de vente attendus se poursuit. Si la plupart des interlocuteurs escomptent une normalisation de l'évolution des prix l'année prochaine, ils tablent néanmoins sur des prix en nette augmentation pour une large palette de matières premières et de produits au cours des deux prochains trimestres. Les entreprises de la construction constituent une exception: dans l'ensemble, elles n'escomptent pas de nouvelle augmentation des prix d'achat après les fortes hausses intervenues aux trimestres précédents. Néanmoins, dans ce domaine d'activité, les prix de vente – qui étaient souvent fermes jusqu'ici en raison d'accords contractuels – seront eux aussi de plus en plus souvent ajustés de façon à tenir compte de la hausse des prix d'achat.

Graphique 7

CHIFFRES D'AFFAIRES – ÉVOLUTION ATTENDUE

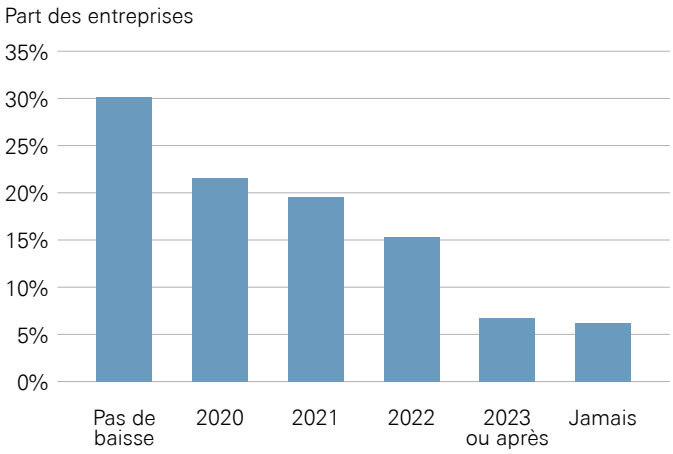


Evolution attendue des chiffres d'affaires, en termes réels, pour les deux trimestres suivants. Les valeurs positives indiquent une augmentation et les négatives, une diminution.

Source: BNS.

Graphique 8

RETOUR DU CHIFFRE D'AFFAIRES AU NIVEAU D'AVANT-CRISE



Source: BNS.

CONTEXTE ET RISQUES

Durant le trimestre en cours, l'appréciation des risques faite par les entreprises est dominée par deux thèmes: les difficultés d'approvisionnement et l'évolution de la pandémie de coronavirus.

Contre toute attente, les difficultés d'approvisionnement se sont encore accentuées ce trimestre. Dans ces conditions, les entreprises sont moins optimistes quant à une normalisation à court terme. Les problèmes devraient perdurer une bonne partie de l'année prochaine et la situation ne devrait se détendre que progressivement, notamment en ce qui concerne les composants électroniques. Tandis que les hausses de prix dues à une situation de pénurie ne peuvent le plus souvent être répercutées sur les prix de vente qu'avec un certain décalage temporel, les marges sont directement impactées par les pertes d'efficience résultant des retards de livraison.

En outre, le large optimisme affiché au trimestre précédent concernant un apaisement durable de la situation pandémique est quelque peu retombé face à la recrudescence du nombre de cas. Bien que la majorité des entreprises ne tablent pas sur le rétablissement de restrictions draconiennes pour l'économie et la société, l'incertitude s'est fortement accrue.

Outre les défis énumérés ci-dessus, prédominants dans de nombreux entretiens, le manque de personnel qualifié est à nouveau davantage perçu comme un frein à la reprise économique.

Les répercussions directes de la rupture des négociations sur l'accord-cadre entre la Suisse et l'UE ont été ressenties jusqu'ici par les entreprises du secteur de la technologie médicale, du secteur pharmaceutique et dans celui du commerce de l'énergie. A moyen terme, d'autres entreprises qui exportent vers l'UE craignent également une augmentation des coûts sous la forme de charges administratives.

Les conséquences structurelles de la pandémie sont un thème de plus en plus souvent évoqué par les entreprises. Le recours croissant à la numérisation en fait notamment partie. Si celle-ci est largement considérée comme une chance, les coûts liés aux investissements correspondants ainsi que les risques opérationnels parfois difficilement quantifiables constituent aussi un défi.

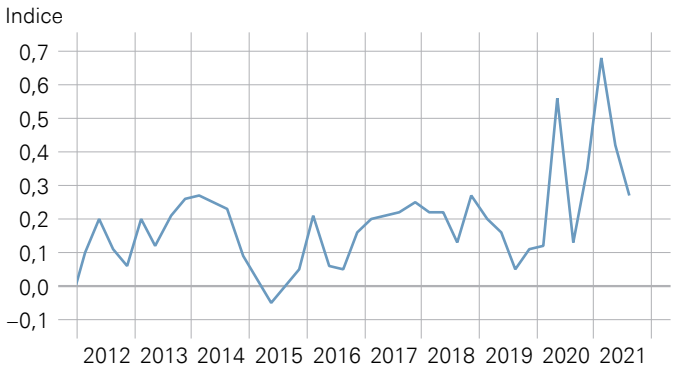
Dans un horizon à moyen et à long termes, le changement climatique, et plus précisément l'intérêt croissant pour le développement durable, sont également considérés comme une chance pour établir de nouveaux modèles commerciaux. Cette optique s'applique notamment à l'efficacité énergétique, qui représente un vaste domaine. Les fournisseurs de produits perçus comme étant moins durables voient en revanche cette tendance comme un risque.

Les entreprises apprécient la stabilité du franc; dans le même temps, elles estiment qu'une forte appréciation de celui-ci constituerait un risque.

Eu égard à la hausse des taux d'inflation et à la situation sur le marché immobilier, les perspectives concernant l'évolution des taux d'intérêt sont un sujet abordé plus fréquemment.

Graphique 9

UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION – ÉVOLUTION ATTENDUE

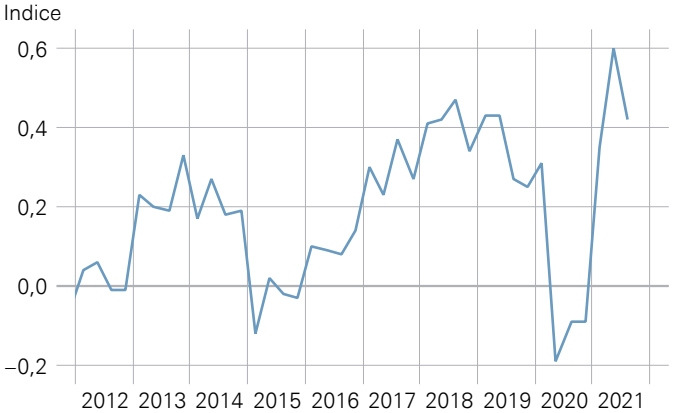


Evolution attendue de l'utilisation des capacités techniques de production et des infrastructures opérationnelles pour les deux trimestres suivants. Les valeurs positives indiquent une augmentation et les négatives, une diminution.

Source: BNS.

Graphique 10

ÉVOLUTION ATTENDUE DES EFFECTIFS

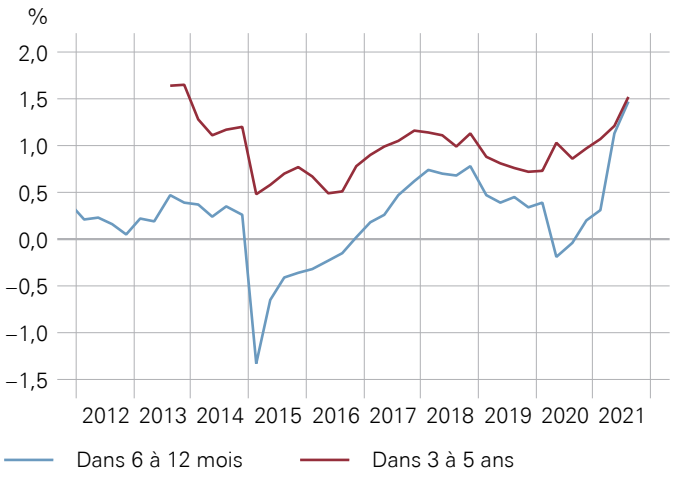


Evolution attendue des effectifs pour les deux trimestres suivants. Les valeurs positives indiquent une augmentation et les négatives, une diminution.

Source: BNS.

Graphique 11

INFLATION ATTENDUE



Source: BNS.

ANTICIPATIONS D'INFLATION

Les déléguées et délégués interrogent également leurs interlocutrices et interlocuteurs sur leurs anticipations d'inflation à court et à moyen terme en tant que consommateurs.

Les anticipations d'inflation à court terme mesurées par l'indice des prix à la consommation ont augmenté: pour les six à douze prochains mois, l'inflation attendue s'élève à 1,5% en moyenne, contre 1,1% au trimestre précédent (voir graphique 11). Cette évolution est souvent mise en relation avec les hausses des prix à la production largement observées qui, de l'avis des entreprises interrogées, se reflèteront progressivement dans les prix à la consommation.

Les interlocuteurs sont plus nombreux à estimer que la hausse de l'inflation à court terme ne retombera pas immédiatement et que l'inflation restera un peu plus élevée à long terme: par conséquent, les anticipations pour les trois à cinq prochaines années ont augmenté, passant de 1,2% à environ 1,5%.

A propos des Signaux conjoncturels

Approche
Les délégués de la BNS mènent des entretiens trimestriels avec des décideurs économiques de toute la Suisse. Les *Signaux conjoncturels* constituent un condensé des principaux résultats de ces entretiens.

Chaque trimestre, plus de 200 entreprises sont ainsi interrogées. Elles sont sélectionnées en fonction de la structure sectorielle de l'économie suisse telle qu'elle ressort du PIB et de la statistique de l'emploi. Les branches soumises à de fortes fluctuations conjoncturelles sont quelque peu surreprésentées. Par contre, l'administration publique et l'agriculture sont exclues des entretiens. Les entreprises qui sont prises en compte dans l'échantillon emploient en règle générale au moins 50 personnes. Cet échantillon change chaque trimestre.

Durant les entretiens, les déléguées et délégués de la BNS recueillent principalement des informations qualitatives. Les entretiens sont toutefois structurés de telle sorte qu'ils permettent de répartir une partie des informations qualitatives obtenues sur une échelle quantitative. Il est dès lors possible d'agréger les données collectées et de les présenter sous forme de graphiques.

Les cinq niveaux de l'échelle utilisés à cet effet correspondent en substance aux appréciations suivantes: beaucoup plus élevé/beaucoup trop élevé (valeur +2); un peu plus élevé/un peu trop élevé (valeur +1); inchangé/normal (valeur 0); un peu plus bas/un peu trop bas (valeur –1); beaucoup plus bas/beaucoup trop bas (valeur –2).

Interprétation des graphiques
Les graphiques présentent sous forme de courbes des informations qualitatives recueillies auprès des entreprises. Les valeurs indiquées correspondent à une moyenne des résultats de l'ensemble des entreprises visitées. Lors de l'interprétation des résultats, l'attention doit avant tout porter sur l'évolution de la courbe; les niveaux et leur variation exacte sont secondaires.

Informations complémentaires
Des données plus détaillées sur les *Signaux conjoncturels* se trouvent sur le site Internet www.snb.ch, rubrique La BNS\ Relations avec l'économie régionale.

Editeur
Banque nationale suisse
Affaires économiques
Börsenstrasse 15
Case postale
8022 Zurich

Conception
Interbrand AG, Zurich

Composition et impression
Neidhart + Schön AG, Zurich

Version imprimée
La version imprimée (exemplaires isolés ou abonnement) peut être obtenue gratuitement à l'adresse suivante:
Banque nationale suisse, Bibliothèque
Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 (0)58 631 11 50
Fax: +41 (0)58 631 50 48
E-mail: library@snb.ch

La version imprimée du bulletin trimestriel paraît en langues française (ISSN 1423-3797), allemande (ISSN 1423-3789) et italienne (ISSN 2504-3544).

RECYCLÉ
Papier fait à partir de matériaux recyclés
FSC® C016003

Les fichiers électroniques peuvent être téléchargés en
français: www.snb.ch, Publications, Publications économiques, Bulletin trimestriel (ISSN 1662-2596)
allemand: www.snb.ch, Publikationen, Ökonomische Publikationen, Quartalsheft (ISSN 1662-2588)
anglais: www.snb.ch, Publications, Economic publications, Quarterly Bulletin (ISSN 1662-257X)
italien: www.snb.ch, Pubblicazioni, Pubblicazioni economiche, Bollettino trimestrale (ISSN 2504-480X)

Internet
www.snb.ch

Droits d'auteur/copyright ©
La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, en particulier ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales. Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent aussi être utilisées sans indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Limitation de la responsabilité
Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La limitation de la responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2021